

investissements d'un pays dont le régime est visiblement moins stable. Les sanctions rendent plus coûteux et plus incommode le maintien de l'apartheid.

Par ailleurs, il convient de noter que le gouvernement sud-africain impose lui-même à ses voisins des sanctions et des restrictions au commerce, dont la portée s'étend bien au-delà des obstacles que les Occidentaux ont placé sur le chemin de l'Afrique du Sud.

La politique du Canada comporte également d'autres mesures, notamment des bourses d'étude offertes aux Noirs, une aide aux ONG, des secours aux victimes de l'apartheid, et un code d'éthique à l'intention des entreprises canadiennes opérant en Afrique du Sud. Conjuguées aux sanctions, ces mesures constituent un ensemble efficace; sans les sanctions, elles n'auraient guère d'effet. Au cours du quart de siècle qui s'est écoulé depuis le départ de l'Afrique du Sud du Commonwealth, le reste du monde a évité les sanctions; le régime de Pretoria, lui, a évité le changement. S'il s'est manifesté un certain progrès récemment, c'est en partie parce que des sanctions ont été imposées. Il reste donc à déterminer quelles nouvelles sanctions seront efficaces, à quel rythme les imposer et de quelles mesures les accompagner.

Il est plus facile d'isoler l'Afrique du Sud. Celle-ci s'en charge elle-même. L'apartheid est un régime unique de discrimination raciale consacrée par la constitution. Cette inégalité constitutionnelle délibérée est d'autant plus outrageante que l'Afrique du Sud prétend par ailleurs respecter les valeurs des démocraties occidentales et des sociétés libres.

Le Canada attache une importance primordiale au respect des droits de l'homme. Le Premier ministre a soulevé lui-même directement des cas précis, en Corée, en Chine, au Zimbabwe et dans ses entretiens avec les dirigeants soviétiques. Je fais de même de mon côté, et nous obtenons parfois des résultats.

Le problème est plus compliqué dans les pays qui n'ont aucune prétention à la liberté et qui sont dotés d'économies isolées ou circonscrites, comme c'est le cas du système soviétique. Mais j'ai travaillé aussi dur pour qu'il soit mis fin à la détention de Danylo Schumuk en Union soviétique que pour tenter d'obtenir la libération de Nelson Mandela en Afrique du Sud. Et je n'accepte certes pas le faux argument selon lequel il nous faut d'abord obtenir l'instauration de sociétés libres derrière le rideau de fer avant de pouvoir exiger un progrès réel vers l'égalité en Afrique du Sud.